

Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2017	2018	2019 (INE)
Croissance PIB (%)	3,5	2,6	2,2
Solde public (% du PIB)	- 3,0*	- 0,4	+ 0,2
Solde primaire (% du PIB)	3,0	2,7	3,4
Dette (% du PIB)	126	121,9	117,7
Taux de chômage (% PA)	8,9	7	6,5
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	1,4	1	0,3

Indicateurs du commerce extérieur	1 ^{er} trimestre 2020
Exportations de biens (Md€, INE)	14,6 (- 3 % en g.a**)
Importations de biens (Md€, INE)	19,2 (- 4 % en g.a.)
	1 ^{er} trimestre 2020
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal***)	6,4 (- 7,3 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	3,8 (- 3 % en g.a.)

* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB

** Glissement annuel

***Les estimations de l'INE et de la Banque du Portugal sont différentes en raison de méthodes de comptabilité distinctes

MACROECONOMIE

- **Forte contraction de l'activité et du commerce extérieur au 1^{er} trimestre**

Le Portugal a connu la plus forte contraction de ses exportations de biens et services depuis le 1^{er} trimestre 2009. Selon l'INE, le volume des exportations portugaises au 1^{er} trimestre a diminué de 4,9 % en glissement annuel et contribue largement à la chute de l'activité (- 2,4 % en glissement annuel et - 3,9 % en trimestriel, la plus forte baisse de son histoire) au 1^{er} trimestre à mesure que les principaux partenaires commerciaux du pays appliquaient des mesures de confinement.

La contraction de la demande interne a également entraîné une baisse marquée, quoique plus faible, des importations de biens et services (- 2 %). La baisse de la demande interne était cependant déjà amorcée avant l'entrée en vigueur du confinement, avec une diminution de la consommation dans les restaurants et les hôtels. Dans le détail, l'investissement a diminué de 2,5 % et la consommation privée de 1 % par rapport à 2019 signalant une tendance à la baisse inédite depuis le 3^{ème} trimestre 2013. L'emploi s'étant par ailleurs contracté de 0,5 % sur le trimestre. La dégradation plus marquée des exportations a entraîné un creusement du déficit extérieur, atteignant 1,4 % du PIB au 1^{er} trimestre 2020 contre 0,7 % en 2019. Selon l'INE, la contribution négative à la croissance de la baisse de la demande extérieure nette et de celle la demande intérieure seraient équivalentes (retirant respectivement 2 p.p. et 1,9 p.p. au PIB en glissement trimestriel).

Ce faisant, les chiffres du 1^{er} trimestre semblent confirmer un scénario de croissance plus pessimiste que celui établi par la Commission européenne, qui prévoit une récession de 6,8 % du PIB cette année. La contraction du 1^{er} trimestre, alors que l'état d'urgence n'est entré en vigueur que le 18 mars, dépasse les projections de la Commission qui anticipaient une baisse de 0,3 % du PIB. Dans un communiqué, la banque BPI a déclaré qu'elle serait potentiellement amenée à revoir à la baisse ses prévisions de croissance pour cette année (- 8,1 %) à la lumière des données de l'INE.

POLITIQUE BUDGETAIRE

- **La pandémie a eu un impact de 680 M€ sur les comptes publics jusqu'en avril**

Selon la synthèse mensuelle de l'exécution budgétaire [publiée le 26 mai](#) par la Direction Générale du Budget (DGO) l'impact budgétaire de la pandémie correspond à 680,2 M€ avec une baisse de recette de près de 320 M€ et une augmentation des dépenses de 360,2 M€. Du côté des dépenses, le régime exceptionnel de *layoff* a coûté 144,6 M€ suivi des dépenses de santé (*i.e.* « équipements de protection individuels, médicaments et autres ») qui atteignent 82,4 M€. Du côté des recettes, les reports du paiement des impôts au 2^{ème} semestre atteignent 229,4 M€ pour la TVA et 90,5 M€ pour l'impôt sur le revenu. Cependant, la DGO indique que la baisse de près de 80 %, en glissement annuel, des remboursements au titre de l'impôt sur le revenu en avril, explique une hausse des recettes fiscales nettes pour la sous-catégorie « Etat », qui compense en partie la baisse globale des recettes.

- **Les taux portugais retrouvent leur niveau du début de la crise**

Le programme d'achat de titres de dettes de la BCE et la possibilité d'un plan de relance européen continuent à réduire la pression sur les taux souverains périphérique et éloignent le spectre d'une nouvelle crise des dettes souveraines. Le 28 mai, les taux portugais à 10 ans sont de nouveau passés sous la barre des 0,6 % [pour la première fois depuis mars](#) (ils avaient atteint un pic à la mi-mars, passant d'environ 0,3 % pré-crise à près de 1,5 % le 18 mars) et ont continué à baisser, atteignant moins de 0,5 % au 1^{er} juin. Après s'être écarté en mars-avril, le *spread* entre les titres à 10 ans espagnols et portugais est de nouveau négatif, ce qui signifie que le Portugal se finance moins cher que l'Espagne, comme c'était le cas avant-crise, depuis octobre 2019. L'appétit pour les titres de dette portugais tient notamment à la présentation du Fonds de Relance européen qui pourrait permettre au Portugal de recevoir 26,3 Md€ (15,5 Md€ de subventions et 10,8 Md€ sous forme de prêt).

SECTEUR BANCAIRE

- **La BCE alerte sur les liens entre les notations bancaires et souveraines au Portugal**

Dans la [Revue de la Stabilité financière du mois de mai](#), la BCE alerte sur le risque d'un cercle vicieux entre dégradation de la notation du secteur bancaire et de la notation de la dette souveraine en zone euro, en citant l'Italie et le Portugal, ainsi que l'Espagne. Selon la BCE, un risque subsiste qu'une diminution de la notation des banques ou de la dette souveraine déclenche les « cycles négatifs du lien banque-souverain » quoique cette connexion ait été réduite par les réformes bancaires depuis la précédente crise. Le vice-président de la BCE, Luis de Guindos, a cependant souligné l'importance des systèmes de garanties publiques, considérant que s'ils renforçaient les liens entre l'Etat et les banques « les effets positifs dépass[aient] les effets négatifs ».

Par ailleurs, l'agence de notation *Fitch* ne s'est pas prononcée sur la note souveraine du Portugal (BBB stable) le 22 mai, repoussant cette décision à la prochaine révision prévue le 20 novembre après avoir dégradé la perspective associée de « positive » à « stable » en avril. L'agence *Moody's* doit, elle, se prononcer le 17 juillet prochain sur la notation du Portugal, actuellement en BBB -, soit un niveau seulement au-dessus de la catégorie « spéculative ».

Pour mémoire, afin de prévenir les effets négatifs des réductions de notation des dettes souveraines en zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) a lancé une mesure préventive visant à garantir l'éligibilité aux programmes d'achat d'actifs des titres qui, jusqu'au 7 avril, avaient une notation de qualité minimale (BBB-), à condition que leur notation ne tombe pas en dessous de « BB ».

- **Les banques portugaises ont provisionné plus de 200 M€ sur le 1^{er} trimestre**

Les quatre plus grandes banques portugaises ont provisionné plus de 200 M€ au 1^{er} trimestre en prévision de l'impact de la crise, entraînant une forte dégradation de leurs bénéfices, dont le montant totalise 247 M€. *BCP Millenium* a provisionné à elle seule près de 80 M€ provoquant une baisse de 70 % de ses bénéfices au 1^{er} trimestre (35,3 M€) en glissement annuel. Le PDG de la banque, Miguel Maya, a assuré que le portefeuille de l'entreprise était « robuste » tout en rappelant que son exposition aux secteurs les plus vulnérables, notamment l'hôtellerie et la restauration, représentait 6,9 % du total des crédits hors prêts-non performants de l'entreprise. Il a par ailleurs insisté sur la « prudence » nécessaire pour faire face à cette « nouvelle normalité ». La banque *CGD* a enregistré une baisse de ses bénéfices de 32 % par rapport à l'an dernier, elle atteint 13,4 % pour *Santander* et 87 % pour *BPI*. La plupart des acteurs du secteur appellent par ailleurs à un prolongement du moratoire sur les crédits pour éviter un « effet précipice » qui entraînerait une hausse brutale des prêts non-performants (NPL) du fait de l'incapacité des débiteurs à faire face aux échéances de leur emprunt.

- **L'Autorité de la Concurrence défend une plus grande mobilité des clients au sein du secteur financier**

L'Autorité de la Concurrence portugaise (AdC) propose, pour favoriser la mobilité des clients entre les banques, de leur permettre d'accéder à des crédits logement ou à la consommation sans avoir besoin de détenir ou d'ouvrir un compte dans la banque en question. La législation actuelle permet en effet qu'une institution de crédit exige l'ouverture ou le maintien d'un compte de dépôt dans cette même institution. Un assouplissement de cette législation permettrait, selon l'AdC, de favoriser la concurrence dans le secteur de la banque de détail et de favoriser l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché, notamment des *fintechs* tout en réduisant les coûts pour les clients.

- **Novo Banco fait partie des banques à risque du fait de la pandémie**

Selon une étude de *Bain & Company* sur la santé du secteur bancaire au niveau mondial, relayée par la presse portugaise, les banques *Caixa Geral dos Depositos* et *Santander* sont considérées comme suffisamment prêtes à répondre à la crise tandis que *Novo Banco* est classée parmi les banques dont la santé est particulièrement préoccupante au regard de la situation actuelle. L'étude classe les entreprises en différentes catégories sur la base de la performance de leurs actifs, de leur efficacité et de leur rentabilité. L'étude classe toutes les banques européennes ayant fait l'objet d'une résolution ou d'une nationalisation entre 2011 et 2019 dans la catégorie des banques les plus préoccupantes et insiste sur la nécessité de renforcer leur capitaux propres et d'améliorer la qualité de leurs actifs, dans un contexte de polémique concernant une nouvelle injection de capital dans *Novo Banco*. Pour rappel, la conclusion d'un audit du cabinet *Deloitte* est attendue, sachant que si une « mauvaise gestion » de la banque sur la période 2012-2018 était constatée, le Fonds de Résolution pourrait décider de suspendre le contrat qui prévoit des injections de capitaux publics dans la banque (détenue à 75 % par le fonds d'investissement américain *Lone Star* et à 25 % par le fonds de résolution).

Par ailleurs, la proposition du Bloc de Gauche visant à remettre au Parlement le contrat de vente de *Novo Banco* à *Lone Star*, a été approuvé à l'unanimité par la commission du Budget et des Finances.

SECTORIEL

- **Anacom reprend le processus d'attribution de la 5G**

L'autorité nationale des communications (Anacom) a décidé de reprendre le processus d'attribution du spectre nécessaire pour le développement de la 5G après sa suspension en raison de la crise sanitaire, notamment la consultation publique sur le règlement d'attribution des droits sur les fréquences qui doit s'achever le 3 juillet. La décision d'Anacom intervient après que le Président de la République a promulgué un texte permettant de lever des obstacles juridiques à la reprise du processus. En plus de cette consultation, une autre consultation publique reprend, sur la modification des droits d'utilisation des fréquences attribués à l'entreprise *Dense Air*, qui doit également prendre fin le 3 juillet prochain. Dans son communiqué, Anacom affirme que la pandémie a mis en évidence l'importance d'une bonne couverture du réseau et des services de télécommunication notamment à travers le télétravail, les cours en ligne et le maintien du contact social. A cet égard, Anacom a décidé d'inclure des obligations associées à l'utilisation de certaines bandes (700 MHz et 3,6 MHz), notamment la garantie d'une couverture mobile.

Par ailleurs, le PDG d'*Altice Portugal* a appelé à modifier l'appel d'offres en baissant notamment la valeur des licences à attribuer et à prévoir la possibilité, pour les entreprises, de payer de manière phasée. Il a insisté également sur le fait que l'élargissement de la couverture des réseaux de nouvelle génération, notamment dans les zones peu denses de l'intérieur du pays, devrait être financé par des investissements publics.

- **Le Plan National Energie et Climat 2021-2030 a été approuvé**

Le nouveau « PNEC 2030 » a été approuvé par le Parlement portugais le 21 mai et établit de nouveaux objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'incorporation des renouvelables dans le mix énergétique portugais. Au cours d'une conférence de presse, le ministre de l'Environnement et de l'Action climatique, Matos Fernandes, a souligné qu'il s'agissait de la décennie la plus ambitieuse en matière de lutte contre le réchauffement climatique et que le Portugal était sur une bonne trajectoire avec une réduction des émissions de CO₂ de 8,5 % en 2019 selon Eurostat, soit plus du double de la moyenne européenne.

Il a ajouté que le PNEC plaçait le Portugal parmi les pays européens les plus ambitieux en la matière avec un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre compris entre 45 % et 55 % à l'horizon 2030, par rapport à 2005. Cet objectif repose notamment sur une hausse de la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie (47 % à l'horizon 2030) grâce à une augmentation des capacités de production de renouvelables (+ 15 GW sur 10 ans) en grande partie *via* le solaire, dont la capacité installée devrait doubler d'ici à 2030, et par le biais d'investissements dans la filière hydrogène.

S'exprimant devant la Commission parlementaire sur l'environnement, l'énergie et l'aménagement du territoire le 20 mai, il a par ailleurs insisté sur la nécessité de mobiliser 4,5 Md€ pour créer un « choc d'investissement public » et assurer une reprise soutenable et plus juste, tout en reconnaissant que ces financements dépendraient largement du plan de relance européen.

- **Le gouvernement publie sa Stratégie Nationale pour l'Hydrogène (EN-H2)**

Lors du même conseil des ministres du 21 mai, le Gouvernement a approuvé la [Stratégie Nationale pour l'Hydrogène](#), actuellement en phase de [consultation publique](#). Cette dernière prévoit de faire de la filière hydrogène un pilier de la politique environnementale du Portugal pour atteindre les objectifs du PNEC 2030, notamment pour accélérer la décarbonation du transport et, en particulier, du transport de marchandise.

D'ici à 2030, le gouvernement prévoit de porter à 5 % la part de l'hydrogène dans le transport routier et d'installer entre 50 et 100 stations d'approvisionnement. Cela se traduirait par un investissement de l'ordre de 7 Md€ sur la décennie pour la production d'hydrogène, permettant de réduire la dépendance énergétique du Portugal et donc le montant des importations de gaz naturel, de l'ordre de 300 à 600 M€. Le ministre a par ailleurs souligné que l'essentiel de l'investissement serait réalisé par des acteurs privés (au moins 85 %) dont une part importante concernerait le projet *Green Flamingo* à Sines. Ce projet très ambitieux prévoit un investissement de base de 2,85 Md€ qui pourrait augmenter jusqu'à 4,5 Md€ afin de construire une unité de production d'hydrogène de 1 GW associé à une ferme solaire qui fournira l'électricité nécessaire à la production du gaz par électrolyse.

Le ministre de l'environnement a rappelé que le Portugal ambitionnait de porter sa capacité de production d'hydrogène à 2 GW à travers de nombreux autres projets de plus petite envergure et a insisté sur le fait qu'au moins 70 % des gazoducs existants au Portugal pourraient servir à transporter et distribuer de l'hydrogène sans nécessiter d'investissement supplémentaire. Le Portugal bénéficie de conditions favorables pour la production d'hydrogène verte, grâce, entre autres, à des coûts de production d'électricité solaire compétitifs. Du fait de son intensité énergétique élevée, ce gaz pourrait contribuer à la décarbonation de l'industrie, notamment chimique.

- **La TAP a perdu plus de 2 millions de passagers en mars/avril**

Par rapport aux mois de mars et d'avril 2019, la compagnie aérienne portugaise *TAP* a enregistré une diminution du nombre de passagers de 2 millions de personnes sur les deux mêmes mois cette année correspondant à une baisse de 46 % en mars et de 99,7 % en avril. De ce fait, les recettes du mois d'avril sont résiduelles, le groupe n'ayant maintenu que quelques rares liaisons, notamment avec les Açores et Madère pour des raisons de continuité territoriales. Selon les données de l'aviation civile portugaise (ANAC) le nombre de passagers ayant transités par l'aéroport de Lisbonne a diminué de 99 % au mois d'avril.

DIVERS

- **L'AICEP a sécurisé sept nouveaux projets d'investissements en pleine pandémie**

Lors d'un entretien virtuel avec des journalistes, le président de l'agence de promotion de l'investissement portugaise (AICEP), a annoncé avoir capté sept nouveaux projets d'investissements étrangers dans les services de la part de deux entreprises américaines et d'entreprises allemande, française et suisse. Il s'agirait surtout de projets visant à implanter des centres de développement de logiciels mais le président de l'AICEP, Castro Henriques, a indiqué qu'il incombait aux entreprises de communiquer et de publier des informations sur les projets en question en temps voulu. Il a par ailleurs insisté sur le fait que l'activité de l'agence n'avait pas cessé pendant la pandémie, l'agence s'étant reporté sur des outils numériques qui peuvent suffire pour conclure des investissements à distance, particulièrement dans l'industrie des services.

- **Le Gouvernement présente un Programme de Stabilisation Economique et Sociale**

Le Programme de Stabilisation Economique et Sociale présenté au Parlement fin mai fixe les grands axes de la sortie de crise qui devraient être concrétisés dans le Budget rectificatif à paraître. Le programme s'articule autour de quatre piliers : l'assouplissement des procédures administratives avec un « Simplex SOS » - du nom du programme de simplification administratif *Simplex* – pour faciliter les procédures d'investissements ; le soutien aux micro entreprises et aux PME qui constituent l'essentiel du tissu économique portugais ; le maintien de mesures de protection de l'emploi, impliquant notamment un prolongement et une modification du régime de *layoff* ; le dernier pilier prévoit le renforcement du Service National de Santé, la modernisation des écoles, la lutte contre la pauvreté et la protection des travailleurs s'insère également dans ce dernier pilier.

Responsable de la publication : Stanislas Godefroy

Ambassade de France à Lisbonne,
Service économique
R. Santos-O-Velho 5,
1249-079 – Lisbonne

Rédigé par: Louis Diéval

Abonnement/désabonnement :
lisbonne@dgtresor.gouv.fr



Internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/PT>

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica 

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.